



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2023-10
OCTOBRE 2023

SECURITE ET POLICE MUNICIPALE

Sommaire

Veille juridique	2
Organisation de la police	4
Police municipale	4
Pouvoirs de police du maire	7
Police nationale, gendarmerie	7
Police judiciaire, procédure pénale.....	7
Politiques publiques de sécurité et prévention de la délinquance sur les territoires.....	8
Sécurité publique	10
Etablissements recevant du public	10
Tranquillité publique	11
Bruit.....	11
Manifestations et attroupements sur la voie publique.....	12
Manifestations culturelles ou sportives.....	12
Tranquillité sur la voie publique.....	12
Salubrité publique	12
Immeubles insalubres	12
Législation funéraire	13
Sécurité routière, circulation, stationnement	13
Risques majeurs et sécurité civile	14
Police rurale et environnement.....	14
Chasse, pêche	14
Vie des services	15

Décret n° 2023-1007 du 30 octobre 2023 portant modification de certaines dispositions du code de l'environnement relatives à la surface des publicités, des enseignes et des préenseignes

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 01/11/2023, n° 254

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048297196>

Ce décret vise à limiter la surface maximale de certaines publicités et enseignes. Il a également pour objet de préciser que le calcul des surfaces unitaires des publicités ainsi que des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol s'apprécie en prenant en compte le dispositif dont le principal objet est de recevoir la publicité ou l'enseigne, c'est-à-dire la surface du panneau tout entier.

Décret n° 2023-979 du 23 octobre 2023 modifiant le décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 relatif au fichier des personnes recherchées

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 25/10/2023, n° 248

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048249440>

Ce décret modifie les dispositions relatives au fichier des personnes recherchées, fixées par le décret n° 2010-569. D'une part, il fait évoluer le fonctionnement du fichier, tant s'agissant des données collectées, de leur durée de conservation, que des procédures pouvant donner lieu à l'inscription dans le fichier, ainsi que des agents et services pouvant accéder au traitement. D'autre part, il met en conformité le fichier avec les exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Décret n° 2023-974 du 23 octobre 2023 modifiant des dispositions du code de la route et du décret n° 2021-1062 du 9 août 2021, relatives à la mise en place du contrôle technique des véhicules motorisés à deux ou trois roues et quadricycles à moteur, et dérogeant temporairement aux articles R. 323-14 et R. 323-18 du code de la route

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 24/10/2023, n° 247

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048242423>

Ce texte modifie l'échéance du premier contrôle et la périodicité du contrôle technique des véhicules à moteur à deux ou trois roues et des quadricycles à moteur (catégorie L), prévoit l'extension temporaire de l'agrément en cours de validité des contrôleurs et des centres au contrôle des véhicules de catégorie L dont la durée sera définie par arrêté d'application, et exclut les motocyclettes d'enduro et de trial utilisées dans le cadre d'une pratique sportive du champ d'application du contrôle technique en raison de leurs spécificités techniques et de leur faible circulation sur voies publiques. Il abroge le premier alinéa de l'article R. 323-15 interdisant à un centre de contrôle d'être rattaché à plus d'un réseau.

Décret n° 2023-939 du 11 octobre 2023 relatif aux modalités de pilotage et d'évaluation de l'expérimentation de traitements algorithmiques d'images légalement collectées au moyen de systèmes de vidéoprotection et de caméras installées sur des aéronefs

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048197679>

Ce décret est pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2023-380 du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions. Il précise les modalités de pilotage et d'évaluation de l'expérimentation de traitements algorithmiques sur les images collectées au moyen de systèmes de vidéoprotection et de caméras installées sur des aéronefs, prévue par cet article, le contenu du rapport d'évaluation, les indicateurs utilisés, les conditions dans lesquelles le rapport émet des recommandations ainsi que les modalités selon lesquelles le public et les agents concernés sont informés de cette expérimentation et sont associés à son évaluation.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048198848>

Décret n° 2023-927 du 7 octobre 2023 relatif à l'avancement de grade dans les cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale et le corps des chefs de service de police municipale de Paris et aux règles de classement de certains fonctionnaires de la catégorie C de la fonction publique territoriale

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 08/10/2023, n° 234

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000048167276>

Ce texte permet de maintenir les conditions de promotion au titre des avancements qui prévalaient avant l'entrée en vigueur du décret n° 2022-1200 du 31 août 2022 modifiant les dispositions communes relatives à l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale et n° 2022-1580 du 16 décembre 2022 modifiant l'organisation de la carrière des fonctionnaires du corps de chef de service de police municipale de Paris et adaptant les modalités de classement lors de la nomination dans les corps des attachés d'administrations parisiennes et de directeur de police municipale de Paris. Il précise en outre les règles de classement lors de la nomination dans le grade de promotion. Il modifie enfin les règles de classement en catégorie C lors de la nomination dans les cadres d'emplois.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000046752900>

Arrêté du 27 octobre 2023 relatif à l'accessibilité des places de stationnement en voirie communale équipées ou pré-équipées de dispositif de recharge pris en application de l'article L. 2224-37 du code général des collectivités territoriales

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 31/10/2023, n° 253

Objet : garantir l'accessibilité du service public de recharge pour véhicules électriques en prévoyant un pourcentage d'accessibilité pour les places de stationnement matérialisées sur le domaine public équipées ou pré équipées de bornes de recharge électriques sans pour autant que ces places soient réservées.

Arrêté du 23 octobre 2023 relatif au contrôle technique des véhicules motorisés à deux ou trois roues et quadricycles à moteur

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 24/10/2023, n° 247

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048242538>

Ce texte précise les conditions de mise en œuvre du contrôle technique des véhicules à moteur à deux ou trois roues et des quadricycles à moteur (catégorie L).

Arrêté du 20 octobre 2023 modifiant l'arrêté du 8 février 2022 portant application de l'article R. 312-91 du code de la sécurité intérieure et de l'article 8 du décret n° 2022-144 du 8 février 2022 relatif au compte individualisé des détenteurs d'armes dans le système d'information sur les armes (SIA) ainsi qu'à la sécurisation et à la simplification des procédures relatives aux armes

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 21/10/2023, n° 245

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2023/10/20/IOMA2327634A/jo/texte>

Arrêté du 19 octobre 2023 fixant la liste des zones interdites à la captation et au traitement des données recueillies depuis un aéronef

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 21/10/2023, n° 245

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2023/10/19/PRMD2325616A/jo/texte>

Organisation de la police

Le port et la visibilité du matricule des policiers doivent être garantis par le ministère de l'intérieur, ordonne le Conseil d'Etat

Lemonde.fr, 11/10/2023

https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/10/11/le-conseil-d-etat-impose-de-prendre-des-mesures-pour-faire-respecter-le-port-du-matricule-des-forces-de-l-ordre_6193827_3224.html

La plus haute juridiction administrative a par ailleurs estimé que la pratique des contrôles au faciès « existe » et constitue « une discrimination », mais se déclare incompétente pour contraindre l'Etat à modifier sa politique en la matière.

<https://www.conseil-etat.fr/actualites/forces-de-l-ordre-le-conseil-d-etat-enjoint-au-gouvernement-de-garantir-le-port-effectif-et-la-lisibilite-du-numero-d-identification-individuel>

L'exercice de missions de police par des agents de droit privé / PETIT Jacques

Actualité Juridique. Droit Administratif, 02/10/2023, n° 32/2023, p. 1691-1699

L'attribution aux agents de droit privé d'une personne publique d'une compétence de police administrative n'a pas pour objet ni pour effet d'en déléguer l'exercice à une personne privée. Elle ne méconnaît donc pas l'article 12 de la Déclaration de 1789. Ni ce dernier ni aucun autre droit ou liberté garanti par la Constitution ne font d'ailleurs obligation aux personnes publiques de ne confier une mission de police administrative qu'à des agents de droit public. La loi peut aussi investir des personnels régis par le code du travail de certaines compétences de police judiciaire, portant sur la constatation de délits spéciaux, et allant même au-delà, sous la seule réserve que soit respecté le principe du placement de la police judiciaire sous la direction et le contrôle de l'autorité judiciaire.

Police municipale

Les policiers municipaux décrètent la grève des procès-verbaux / FORTIN Frédéric

Localtis.info, 02/11/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/les-policiers-municipaux-decretent-la-greve-des-proces-verbaux>

"Stop, ça suffit !" Refusant "toute prérogative supplémentaire sans volet social satisfaisant", une "union des policiers municipaux en colère" – représentant 10 organisations syndicales, fédérations ou associations de policiers municipaux – vient de "décréter" la grève des procès-verbaux, "à l'exception des infractions majeures", à compter du 31 octobre.

Caméras-piétons des polices municipales : mode d'emploi / MATTATIA Fabrice

Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales, 30/10/2023, n° 43-44, p. 32-36

La mise en œuvre des caméras individuelles pour les policiers municipaux est strictement encadrée par les textes et nécessite des démarches, dont une autorisation préfectorale et un engagement de conformité à envoyer à la CNIL. Une circulaire récente contient le nouveau modèle d'analyse d'impact ainsi que la doctrine d'emploi.

Continuum de sécurité, police municipale, stratégie de prévention... la parole aux élus / TENDIL Michel

Localtis.info, 27/10/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/continuum-de-securite-police-municipale-strategie-de-prevention-la-parole-aux-elus>

Devant près de 500 maires de France réunis à la Sorbonne, le gouvernement a annoncé, jeudi, une concertation avec les élus pour élargir les pouvoirs des polices municipales et créer une école nationale de formation des policiers municipaux. Des annonces diversement accueillies par les intéressés.

Transport d'une personne en état d'ivresse par la police municipale / MILON Alain

Journal officiel de la République française. Sénat, 26/10/2023

<https://www.senat.fr/questions/base/2023/qSEQ230406226.html>

Le ministère de l'Intérieur apporte une réponse au sénateur Alain Milon sur la possibilité de transport d'une personne en état d'ivresse par la police municipale, hors limite communale, lorsque les policiers municipaux sont armés - le port d'armes des policiers municipaux n'étant autorisé, sauf cas particuliers, que dans les limites communales où ils exercent.

Police municipale : le projet de régime indemnitaire ne satisfait pas les professionnels / PERRIER Nathalie

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 20/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/893081/police-municipale-le-projet-de-regime-indemnitare-ne-satisfait-pas-les-organisations-syndicales/>

Les organisations syndicales ont clairement signifié le 17 octobre, lors de la réunion avec le cabinet de Dominique Faure, la ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité, leur opposition au projet de refonte indemnitaire des policiers municipaux proposé par le gouvernement.

Les gardes champêtres seront-ils inclus dans la refonte indemnitaire des policiers municipaux ? / JABRE Léna

Lagazettedescommunes.com, 20/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/893002/les-gardes-champetres-seront-ils-inclus-dans-la-refonte-indemnitare-des-policiers-municipaux/>

Dans une réponse à la députée Emmanuelle Ménard, le ministère chargé des Collectivités territoriales et de la ruralité indique qu'une concertation est actuellement en cours avec les organisations syndicales sur le projet de refonte du régime indemnitaire des fonctionnaires de police municipale afin d'une part, de le simplifier en l'organisant autour d'une indemnité unique composée de deux parts (la première liée au niveau de responsabilité requis dans l'exercice des fonctions et la seconde liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir) et d'autre part, d'en revaloriser les barèmes.

<https://questions.assemblee-nationale.fr/q16/16-9637QE.htm>

« Il est urgent de revaloriser le cadre d'emplois des gardes champêtres »

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 17/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/891694/il-est-urgent-de-revaloriser-le-cadre-demplois-des-gardes-champetres/>

Alors que des rencontres nationales des gardes-champêtres ont eu lieu le 10 octobre à Nancy, Christian Comin, le président de leur fédération nationale, fait le point sur la situation et l'avenir de la profession.

Filière police : le guide des primes 2023

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 11/10/2022

<https://www.lagazettedescommunes.com/891068/filiere-police-le-guide-des-primas-2023/>

L'édition 2023 du Guide des primes présente toutes les primes et indemnités auxquelles peuvent avoir droit les agents territoriaux. Le Club prévention sécurité braque les projecteurs sur les primes et indemnités de la filière sécurité (policiers municipaux et gardes champêtres).

"Le garde-champêtre, un acteur plein et entier du continuum de sécurité" / FORTIN Frédéric

Localtis.info, 09/10/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/le-garde-champetre-un-acteur-plein-et-entier-du-continuum-de-securite>

Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) organise ce 10 octobre, à Nancy, ses premières "Rencontres nationales des gardes-champêtres", en partenariat avec la Fédération nationale des gardes-champêtres. L'occasion pour Christian Comin, président de cette dernière, de présenter l'actualité de cette profession méconnue et en recul, mais qui pourrait retrouver de nouvelles couleurs, y compris en ville, avec la préoccupation grandissante de la protection de l'environnement ou l'essor des incivilités.

Comment attirer les futurs policiers municipaux / PERRIER Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 09/10/2023, n° 2685, p. 30-31

<https://www.lagazettedescommunes.com/889287/comment-attirer-les-futurs-policiers-municipaux/>

Les collectivités doivent recruter 11 000 agents de police municipale d'ici à 2026. Or la filière a déjà du mal à séduire. Comment, alors, rendre le métier attractif ? Concours, formation, doctrine d'emploi. . . Elus et professionnels émettent une série de propositions.

Salaires, retraites : quelles sont les intentions du gouvernement en faveur des policiers municipaux ?

Lagazettedescommunes.com, 06/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/889941/salaires-retraites-queelles-sont-les-intentions-du-gouvernement-en-faveur-des-policiers-municipaux/>

Le ministère de l'Intérieur répond à une question écrite du député Pierre Cordier
<https://questions.assemblee-nationale.fr/q16/16-6997QE.htm>

Salaires : la prime pouvoir d'achat passe... sans l'avis des syndicats / FRANCK Emmanuel

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 04/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/889762/salaires-la-prime-pouvoir-dachat-passe-sans-lavis-des-syndicats/>

Les syndicats ont unanimement refusé de participer au vote du projet de décret instituant une prime exceptionnelle « pouvoir d'achat » pour les agents, le gouvernement et les employeurs n'ayant retenu pratiquement aucune de leurs demandes. Dans la fonction publique territoriale, la prime sera donc bien facultative.

Brigade cynophile en police municipale (1) : cadre juridique / LIBERATORE Philippe

Fiches pratiques de la police territoriale, 10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/887205/brigade-cynophile-en-police-municipale-1-cadre-juridique/>

Les polices municipales, dans de nombreuses villes, œuvrent en binôme avec un chien appelé « auxiliaire canin ». Cette fiche expose le cadre applicable à la création d'une brigade cynophile.

Pas de droit à reclassement pour un policier municipal radié des cadres à la suite d'un retrait d'agrément / DERBOULLES Laurent

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 10/2023, n° 10, p. 505-506

Un brigadier-chef principal de police municipale qui fait l'objet d'une décision de retrait de son agrément à l'exercice des fonctions d'agent de police municipale peut être licencié en raison de l'impossibilité juridique d'exercer ses fonctions. L'autorité territoriale n'est pas tenue de tenter de le reclasser dans un autre cadre d'emplois de la fonction publique territoriale.

CAA de Toulouse, 11 avril 2023, n° 21TL22477

Contraventions prévues par le code pénal (3) : compétences du garde champêtre municipal pour les contraventions aux arrêtés municipaux / HARTMANN Cécile

Fiches pratiques de la police territoriale, 08/2023, n° Fiche 184-02, 2 p.

<https://www.lagazettedescommunes.com/883815/contraventions-prevues-par-le-code-penal-3-competences-du-garde-champetre-municipal-pour-les-contraventions-aux-arretes-municipaux/>

Cette fiche analyse les contraventions relatives à l'arrêté municipal que le garde champêtre municipal est habilité à relever par procès-verbal.

Pouvoirs de police du maire

Quel pouvoir de police des maires face à l'implantation des antennes relais ?

WEKA le mag, 31/10/2023

https://www.weka.fr/actualite/elus/article_juridique/quel-pouvoir-de-police-des-maires-face-a-l-implantation-des-antennes-relais-172102/

Dans une réponse ministérielle en date du 13 septembre 2023, le ministre de l'Intérieur est venu rappeler le régime applicable au pouvoir de police des maires face à l'implantation des antennes relais sur leur commune.

Police nationale, gendarmerie

Nouvelles brigades de gendarmerie : le satisfecit des élus locaux / JOUANNEAU Hervé

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 03/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/889451/nouvelles-brigades-de-gendarmerie-le-satisfecit-des-elus-locaux/>

Les élus locaux saluent unanimement la création des 238 nouvelles brigades de gendarmerie, dont l'implantation a été dévoilée ce lundi 2 octobre par le président de la République, Emmanuel Macron. Toutefois, des interrogations subsistent sur les effectifs et les choix territoriaux effectués par le gouvernement.

<https://www.interieur.gouv.fr/actualites/dossiers-de-presse/creation-de-plus-de-200-nouvelles-brigades-de-gendarmerie-nationale>

La gendarmerie renforce son action auprès des maires ruraux / TENDIL Michel

Localtis.info, 03/10/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/la-gendarmerie-renforce-son-action-aupres-des-maires-ruraux>

Déploiement du plan contre les violences faites aux élus, nouveaux enquêteurs environnement, "diagnostics de vulnérabilité" des mairies contre les attaques cyber : la gendarmerie intervient tous azimuts pour soutenir les maires ruraux souvent démunis dans un contexte de recrudescence des violences.

Police judiciaire, procédure pénale

Et si les délinquants choisissaient eux-mêmes leurs punitions ? / MZOUGHFI Naoufel,

GROLLEAU Gilles, MUNGAN Murat

TheConversation.com, 23/10/2023

<https://theconversation.com/et-si-les-delinquants-choisissaient-eux-memes-leurs-punitions-215296>

Au cours des siècles, diverses formes de punition ont été utilisées pour dissuader les contrevenants potentiels, comme la punition corporelle, la privation de liberté ou les pénalités financières. Si la première a été abandonnée, les deux suivantes restent aujourd'hui les sanctions les plus courantes.

Plusieurs alternatives reposant moins sur la logique de punition et plus sur les besoins des délinquants potentiels ont été proposées pour améliorer le système pénal, comme la justice réhabilitative ou la justice réparatrice.

L'accompagnement psychosocial, une clé contre la récidive / PERRIER Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 16/10/2023, n° 2686, p. 42

<https://www.lagazettedescommunes.com/890451/laccompagnement-psychosocial-une-cle-contre-la-recidive/>

Lille (Nord) 236 200 hab.

Gérer ses émotions, savoir résoudre des conflits... des personnes placées sous main de justice sont aidées à développer certaines compétences.

Politiques publiques de sécurité et prévention de la délinquance sur les territoires

Contrôles "au faciès" : le Conseil d'État précise l'office du juge de l'action de groupe / FLORENT Diane

Semaine juridique (Ia). Administration et Collectivités Territoriales, 30/10/2023, n° 43-44, p. 2-4

Réuni pour la première fois depuis deux ans en formation d'Assemblée du contentieux, le Conseil d'État a rejeté le recours formé par plusieurs associations et ONG tendant à ce qu'il enjoigne l'État de prendre diverses mesures afin de faire cesser la pratique généralisée de contrôles d'identité discriminatoires (CE, 11 oct. 2023, n° 454836, Amnesty International France et a.).

Il juge ainsi que les mesures invoquées par les requérantes, à l'appui de leur recours, relèvent de la détermination d'une politique publique, excédant l'office du juge de l'action de groupe.

À cette occasion, le Conseil d'État précise de façon inédite l'office du juge de l'action de groupe saisi d'une action tendant à la cessation d'un manquement résultant d'une abstention de prendre certaines mesures nécessaires.

Violences et agressions sexuelles : pourquoi si peu de femmes portent plainte ?

29/10/2023, 34.59 mn

https://www.youtube.com/watch?v=lap_Jg73528

Les chiffres sont accablants. 80% des plaintes pour viol sont classées sans suite. 80% des victimes de féminicides avaient porté plainte avant d'être assassinées. À la fin, moins d'1% des plaintes pour viol aboutissent à des condamnations. Comment ces violences systémiques que subissent les femmes, à des échelles aussi importantes, peuvent-elles rester impunies ? Pourquoi est-il aussi difficile de porter plainte ? C'est la question que s'est posée l'avocate et militante féministe Violaine de Filippis Abate dans son premier livre "Classées sans suite" aux éditions Payot. Elle retrace le parcours d'une plainte pour violences sexistes, et propose des solutions pour faire en sorte que l'écrasante majorité des violences faites aux femmes cessent d'être impunies et ignorées. Réponses avec Salomé Saqué dans cette émission sur la justice pour Blast.

Terrorisme - En quête de politique

France Inter, 28/10/2023, 48 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/en-quete-de-politique/en-quete-de-politique-du-samedi-28-octobre-2023-1010160>

Qu'est-ce que le terrorisme ? Pour répondre à cette question il faut retracer l'histoire de l'utilisation, à bon ou à mauvais escient, du mot.

Son sens politique n'est pas équivalent à son acception juridique. Comment manier un vocable qui recouvre tant d'actes aussi incomparables que les agissements des anarchistes nihilistes de la fin du 19e, des irrédentistes balkaniques du début du 20e, en passant par ceux des plastiqueurs de résidences secondaires en Corse, ceux des résistants de l'affiche rouge, des irlandais de l'IRA, des massacreurs du Hamas ou même, s'ils sont taxés d'écoterroristes, des pirates de méga bassine en Charente ?

Avec : Jenny Raflik Professeure d'Histoire contemporaine à l'Université de Nantes

Après les émeutes urbaines, les maires appelés à la rescousse pour apaiser les tensions sociales

Lemonde.fr, 27/10/2023

https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/10/27/apres-les-emeutes-urbaines-les-maires-appelés-a-la-rescousse-pour-apaier-les-tensions-sociales_6196785_823448.html

L'Etat aidera les municipalités à surmonter les difficultés rencontrées après les émeutes de juin et juillet, a affirmé Elisabeth Borne, à la veille d'un comité interministériel des villes très attendu par les élus.

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/291589-emeutes-de-lete-2023-la-reponse-du-gouvernement>

Emeutes urbaines : le plan d'Elisabeth Borne pour « rétablir l'ordre » / JOUANNEAU Hervé, PERRIER Nathalie

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 26/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/893843/emeutes-urbaines-le-plan-delisabeth-borne-pour-retablir-lordre/>

Quatre mois après les émeutes qui ont enflammé le pays, Elisabeth Borne a tenu ce jeudi 26 octobre un discours de fermeté face aux maires et annoncé des pistes de réflexion, au premier rang desquelles des compétences judiciaires élargies pour les polices municipales et le développement de la médiation sociale.

À Orléans, la Cnil dit non au couple vidéosurveillance-captation sonore / GARCIA Pierre

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 20/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/891582/a-orleans-la-cnil-dit-non-au-couple-videosurveillance-captation-sonore/>

Testé pendant un an, le dispositif de surveillance intelligente de la ville d'Orléans mêlant vidéosurveillance et détection des bruits anormaux vient d'être retoqué par la Cnil. La municipalité s'en remet aujourd'hui à la décision du tribunal administratif d'Orléans

Le long chemin de l'expérimentation de la vidéoprotection intelligente / DEVILLERS Olivier

Localtis.info, 19/10/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/le-long-chemin-de-l experimentation-de-la-vid eoprotection-intelligente>

Un webinar organisé le 18 octobre 2023 par l'Association nationale de la vidéoprotection (AN2V) a fait le point sur l'application du volet vidéoprotection de la loi sur les JO. En résumé, le démarrage effectif des expérimentations est lié à la sortie "imminente" de tous les textes réglementaires et à la sélection des industriels.

Sécurité, prévention : huit associations d'élus se regroupent pour dialoguer avec l'État / TENDIL Michel

Localtis.info, 18/10/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/securite-prevention-huit-associations-delus-se-regroupent-pour-dialoguer-avec-letat>

Huit associations nationales d'élus ont décidé de se regrouper en collectif pour porter la voix des élus sur les sujets de sécurité face à un État un peu trop sourd à leurs revendications. Elles demandent à rencontrer le ministre de l'Intérieur.

Le plan Vigipirate est rehaussé au niveau Urgence attentat

Service-public.fr, 17/10/2023

<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A14434?xtor=EPR-100>

À la suite de l'attaque à caractère terroriste qui s'est produite dans un lycée d'Arras le 13 octobre 2023, la Première ministre Élisabeth Borne a annoncé que le niveau « Urgence attentat » était déclaré sur l'ensemble du territoire national. Il s'agit du niveau d'alerte le plus élevé du plan Vigipirate. Service-Public.fr vous rappelle la nature de chacun des trois niveaux d'alerte : « Vigilance », « Sécurité renforcée - Risque attentat », « Urgence attentat ».

« Fichés S » et autres fichiers de police : de quoi parle-t-on vraiment ? / NABAT Yoann

TheConversation.com, 15/10/2023

<https://theconversation.com/fiches-s-et-autres-fichiers-de-police-de-quoi-parle-t-on-vraiment-148640>

La question revient inlassablement après chaque attentat : l'auteur était-il « fiché S » ? Pourtant, et cela peut surprendre au regard de la lumière médiatique qui y est portée, il n'existe pas, en France, de « fichier S ». Ce qui est appelé ainsi, par abus de langage, n'est autre qu'un type de signalement inscrit au Fichier des Personnes Recherchées (FPR).

Israël-Hamas : les policiers municipaux mobilisés pour sécuriser les sites de la communauté juive / JOUANNEAU Hervé

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 09/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/890354/israel-hamas-les-policiers-municipaux-mobilises-pour-securiser-les-sites-de-la-communaute-juive/>

Alors que le Hamas palestinien lançait une offensive massive contre Israël, le ministre de l'Intérieur a adressé ce samedi 9 octobre une instruction aux préfets et aux patrons des forces de l'ordre pour « renforcer immédiatement la vigilance, la sécurité et la protection des sites de la communauté juive en France ». Les policiers municipaux sont appelés à se mobiliser.

<https://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/2023/10/20231007-instruction-aux-prefets-signee-par-le-miom-vigilance.pdf>

Lecture de l'émeute : cinq pôles explicatifs pour décrypter les soulèvements urbains / BERTHELET Pierre

Cahiers de la sécurité et de la justice, 09/2023, n° 58, p. 176-182

Le cycle d'émeutes ayant secoué la France à la fin du mois de juin et au début du mois de juillet 2023 a engendré une onde de choc parmi les citoyens. Au gré des lectures effectuées concernant les explications données, il apparaît que celles-ci peuvent être rassemblées autour de cinq pôles distincts : la validité de l'action policière, la faiblesse de l'Etat, les inégalités sociales, le racisme systémique et l'immigration massive. Il semble que deux d'entre eux gagnent en importance.

La réintégration sociale des personnes condamnées pour terrorisme : enjeux sociaux et perspectives scientifiques [Dossier]

Cahiers de la sécurité et de la justice, 09/2023, n° 58, p. 1-129

Ce numéro des Cahiers de la sécurité et de la justice analyse les principaux enjeux de la réintégration sociale des personnes condamnées pour terrorisme et s'articule autour de trois objectifs. Le premier est d'appréhender le processus de réintégration sociale à partir des ressources collectives et individuelles de désengagement de l'extrémisme violent. Le deuxième est d'étudier les nouvelles logiques décisionnelles dans la gestion des risques de violence terroriste. Enfin, le troisième objectif de ce numéro est de mettre en perspective les enjeux de l'évaluation sur la réintégration sociale des personnes condamnées ou suspectées de terrorisme et de radicalisation menant à la violence.

<https://www.vie-publique.fr/catalogue/290922-la-reintegration-sociale-des-personnes-condamnees-pour-terrorisme>

Sécurité publique

Etablissements recevant du public

Rappel des règles de sécurité incendie sur les lieux de séjours de vacances adaptées organisées / JABRE Léna

Lagazettedescommunes.com, 23/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/893161/rappel-des-regles-de-securite-incendie-sur-les-lieux-de-sejours-de-vacances-adaptees-organisees/>

Une circulaire publiée le 16 octobre tire les leçons de l'incendie tragique survenu le 9 août 2023, dans un gîte qui accueillait deux séjours de vacances adaptées organisées (VAO) pour personnes en situation de handicap. Cet incident avait provoqué le décès de onze personnes.

<https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2023/2023.19.sante.pdf>

Pour sécuriser les écoles, l'Éducation nationale compte sur les collectivités territoriales / BUTZBACH Malika

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 19/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/892747>

Gabriel Attal, ministre de l'Éducation nationale, recevait mercredi 18 octobre les associations des collectivités locales pour évoquer la sécurité des établissements scolaires dont elles ont la charge. Alors que certains élus annoncent déjà des mesures techniques, pour les associations, la réponse ne peut être uniquement matérielle et doit s'accompagner de moyens humains pour éviter de « transformer les écoles en prisons ».

<https://www.amf.asso.fr/m/document/fichier.php?FTP=99c88b4053a920c4211c2e6392197d1b.pdf&id=41916>

Après l'attentat d'Arras, les élus formulent des propositions pour renforcer la sécurité des établissements scolaires

Localtis.info, 18/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/892747/https://www.banquedesterritoires.fr/apres-lattentat-darras-les-elus-formulent-des-propositions-pour-renforcer-la-securite-des>

Les élus des collectivités locales ont formulé des propositions mercredi 18 octobre 2023, auprès de Gabriel Attal, pour renforcer la protection physique des établissements scolaires, cinq jours après l'attentat d'Arras, en souhaitant des formations pour l'ensemble de la communauté éducative.

Sécurité dans les écoles : retour sur le « PPMS unique » / LEMARC Franck

Maire-info.com, 17/10/2023

<https://www.maire-info.com/article.asp?param=27906>

Alors que le risque terroriste revient en force en Europe, la question de la sécurisation des écoles – y compris pendant le temps périscolaire – est cruciale. En attendant des « discussions » annoncées par Gabriel Attal, c'est une circulaire du 8 juin 2023 qui fixe les dernières règles et fusionne les différents plans de mise en sécurité.

<https://www.education.gouv.fr/bo/2023/Hebdo26/MENE2307453C>

Plan particulier de mise en sécurité des établissements scolaires : quel est le rôle de la commune ? / BOVY HOSI Géraldine

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 16/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/876906>

L'assassinat d'un enseignant dans l'enceinte d'un lycée à Arras remet sur la table la question de la sécurisation des établissements scolaires. L'occasion de refaire le point sur le plan particulier de mise en sécurité, obligatoire dans chaque établissement. Si la loi du 21 décembre 2021 pose le cadre, un parlementaire s'est récemment inquiété des moyens qui y sont alloués.

Tranquillité publique

Bruit

Comment gérer les bruits du voisinage ? / GENTY Marie

Journal des maires et des conseillers municipaux, 10/2023, n° 10, p. 32-33

Les troubles de voisinage liés au bruit nuisent à la qualité de vie comme à la concorde entre habitants. Or, les maires ont un véritable rôle de police à jouer à cet égard.

Manifestations et attroupements sur la voie publique

Manifestations, attroupements et dommages : vers la rigueur ? / PAULIAT Hélène

Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales, 30/10/2023, n° 43-44, p. 28-31

La liberté de manifester est au cœur de l'actualité depuis plusieurs semaines, les défilés contre la réforme des retraites ayant donné lieu à de multiples tentatives pour endiguer ou limiter d'éventuels débordements. Avant cette période propice aux rassemblements, les regroupements des gilets jaunes sur les ronds-points avaient eux aussi donné lieu à des expressions de mécontentement, avec des blocages d'accès à certaines villes ou aux zones industrielles. Des dizaines de décisions juridictionnelles ont été rendues, prioritairement sur ce mouvement des gilets jaunes, les incidents liés aux manifestations contre les retraites en 2023 n'ayant pas encore donné lieu à des solutions juridictionnelles au fond.

Manifestations culturelles ou sportives

Sécuriser les grands événements sportifs : que faut-il attendre des outils technologiques ? /

SOULE Bastien, LESTRELIN Ludovic

TheConversation.com, 11/10/2023

<https://theconversation.com/securiser-les-grands-evenements-sportifs-que-faut-il-attendre-des-outils-technologiques-214986>

S'en remettre à la vidéosurveillance algorithmique ne doit pas pousser à négliger l'essentiel : sécuriser un événement sportif requiert avant tout une coopération serrée entre de multiples acteurs.

Tranquillité sur la voie publique

Comment assurer l'ordre dans les cortèges de mariage ?

Lagazettedescommunes.com, 30/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/894182/comment-assurer-lordre-dans-les-corteges-de-mariage/>

Dans cette réponse au député Sébastien Chenu le ministère de l'Intérieur et de l'outre-mer rappelle les dispositions pouvant être prises pour prévenir les troubles susceptibles d'être causés sur la voie publique à l'occasion des mariages.

Salubrité publique

Immeubles insalubres

Un projet de loi sur la résorption de l'habitat indigne avant la fin de l'année

Localtis.info, 24/10/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/un-projet-de-loi-sur-la-resorption-de-lhabitat-indigne-avant-la-fin-de-lannee>

Remis lundi 23 octobre à Patrice Vergriete, ministre du Logement, le rapport de la mission relative à la lutte contre l'habitat indigne menée par Michèle Lutz et Mathieu Hanotin liste 24 propositions visant à la fois à outiller les maires et à donner plus de marges de manœuvre aux acteurs privés, à commencer par les copropriétés. Le ministre a annoncé qu'un projet de loi sur le sujet serait présenté en conseil des ministres avant la fin de l'année.

Habitat en péril : allô la police ? / BUGNON Caroline

Semaine juridique (la). Administration et Collectivités Territoriales, 09/10/2023, n° 40, p. 35-40

Il n'y a pas une municipalité épargnée par la crainte d'accidents mortels dus à l'effondrement d'immeubles sur le territoire communal. Depuis les événements dramatiques ayant eu lieu à Marseille puis à Lille, les arrêtés de mise en sécurité se sont multipliés. Si l'intervention des maires ou des présidents d'EPCI en tant qu'autorités de police administrative spéciale a été facilitée par l'entrée en vigueur d'une ordonnance du 16 septembre 2020, l'urgence de la situation demeure délicate à caractériser plaçant les maires sous la menace de l'épée de Damoclès : comment apprécier la réalité du risque d'effondrement et agir dans les plus brefs délais, sans contourner une procédure administrative demeurant encadrée? Comment s'assurer de la mise en œuvre et de la prise en charge financière des mesures prescrites dans l'arrêté de police par les propriétaires des bâtiments quand l'origine du péril n'est pas encore certaine.

Législation funéraire

Cimetières : l'exhumation à la demande de la famille / BAUMANN Line

Journal des maires et des conseillers municipaux, 10/2023, n° 10, p. 43-44

L'exhumation relève du pouvoir de police du maire. Touchant au respect de la paix des défunts, l'opération est soumise à autorisation et doit être conduite avec précaution.

Sécurité routière, circulation, stationnement

Lille : l'interdiction controversée des vélos en centre ville

Lagazettedescommunes.com, 26/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/893831>

Après Nice et Agen, Lille vient de prendre début octobre 2023 deux arrêtés interdisant la circulation des vélos dans des rues du centre ville. Une manière musclée d'apaiser la circulation des piétons... qui attise par ricochet l'incompréhension voire l'irritation des cyclistes.

<https://www.lagazettedescommunes.com/885463>

L'autorisation de franchir un feu rouge pour les cyclistes ne « dégrade pas la sécurité », selon le Cerema / LEMARC Franck

Maire-info.com, 23/10/2023

<https://www.maire-info.com/article.asp?param=27929>

Le Cerema a mené une étude en partenariat avec la Métropole de Lyon sur les effets de la réglementation permettant aux cyclistes de franchir un feu rouge en cédant la priorité. Conclusion : « Aucun accident directement imputable à la signalisation n'a été observé ».

<https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/595347/signalisation-pour-les-cyclistes-dans-les-carrefours-a-feux-evaluation-du-panonceau-m12-et-du-signal>

Un passage piétons intelligent en cours d'expérimentation / PERRIER Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 16/10/2023, n° 2686, p. 41

<https://www.lagazettedescommunes.com/890527/un-passage-pietons-intelligent-en-cours-dexperimentation/?abo=1>

C'est une première en France : la ville des Andelys, dans l'Eure, teste un passage piétons qui s'allume lorsqu'une personne traverse.

Que peut le maire en cas de stationnement abusif d'un véhicule hors d'usage ?

Lagazettedescommunes.com, 07/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/892482/que-peut-le-maire-en-cas-de-stationnement-abusif-dun-vehicule-hors-dusage/>

En réponse à une question écrite de la sénatrice Christine Herzog, le ministère de l'Intérieur rappelle les procédures pour les véhicules « en voie d'épavisation » ou « hors d'usage » ou encore "en épave".

<https://www.senat.fr/questions/base/2023/qSEQ230707721.html>

Le policier municipal et l'usage des dispositifs d'interception des véhicules automobiles /

HARTMANN Cécile, LEVI VALENSI David

Fiches pratiques de la police territoriale, 10/2023, n° Fiche 187-04, 2 p.

<https://www.lagazettedescommunes.com/887201/le-policier-municipal-et-lusage-des-dispositifs-dinterception-des-vehicules-automobiles/>

L'augmentation des refus d'obtempérer justifie la possibilité pour les communes de doter leurs agents de police municipale de matériel communément appelé herses pour intercepter des véhicules dont le conducteur a un comportement dangereux. Cette fiche pratique expose le cadre juridique de l'utilisation et les conditions d'emploi à respecter.

Risques majeurs et sécurité civile

Loi sur la prévention des feux de forêt : ce qui concerne les collectivités

Techni.cités, 10/2023, n° 366, p. 50-51

<https://www.lagazettedescommunes.com/890642/loi-sur-la-prevention-des-feux-de-foret-ce-qui-concerne-les-collectivites/>

Obligations légales de débroussaillage, stratégie territoriale, plan de prévention... Plusieurs mesures de la loi sur le risque incendie concernent directement les collectivités.

Police rurale et environnement

Chasse, pêche

Le garde champêtre et la pêche en eau douce (1) : compétences de police judiciaire /

HARTMANN Cécile

Fiches pratiques de la police territoriale, 10/2023, n° Fiche 186-02, 2 p.

<https://www.lagazettedescommunes.com/887199/le-garde-champetre-et-la-peche-en-eau-douce-1-competences-de-police-judiciaire/?abo=1>

Au sommaire :

- rappel du cadre juridique
- règles de compétence
- prérogatives pour les agents ayant des missions de police judiciaire
- recherche des infractions

Vie des services

Coup de projecteur sur les brigades environnement de Fréjus et Saint-Raphaël

Varmatin.com, 14/10/2023

<https://www.varmatin.com/environnement/les-incivillites-du-quotidien-rattrapees-par-la-patrouille-dans-le-golfe-les-polices-vertes-deja-bien-enracinees-879143>

Fréjus et Saint-Raphaël ont créé ces dernières années leur propre brigade environnement. Objectif: lutter contre les mauvais gestes pour que la ville reste "propre et agréable."

Comment Marseille s'est attaquée au harcèlement sur les plages / PERRIER Nathalie

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 12/10/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/889711/comment-marseille-sest-attaquee-au-harcelement-sur-les-plages/>

La ville de Marseille teste depuis maintenant deux ans un dispositif de lutte contre le harcèlement sur les plages. Les premiers bilans sont très concluants. Retour d'expérience.

Montpellier : première sortie pour la nouvelle brigade cynophile de la police municipale

Actu.fr, 09/10/2023

https://actu.fr/occitanie/montpellier_34172/montpellier-premiere-sortie-pour-la-nouvelle-brigade-cynophile-de-la-police-municipale_60181246.html

La nouvelle brigade cynophile de la police municipale de Montpellier est opérationnelle depuis vendredi soir. Elle compte quatre chiens et quatre maîtres.

Dans les Alpes-Maritimes, un futur centre départemental de vidéoprotection pour les communes rurales

Lefigaro.fr, 08/10/2023

<https://www.lefigaro.fr/nice/dans-les-alpes-maritimes-un-futur-centre-departemental-de-vidioprotection-pour-les-communes-rurales-20231008>

Éric Ciotti, qui siège au conseil départemental maralpin, a fait voter une délibération pour la création d'un centre de supervision afin d'améliorer et de favoriser les technologies de vidéoprotection dans les plus petites communes.

Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute demande d'information, vous pouvez nous contacter à : reseaudoc@cnfpt.fr

